

## Visualiser les lignes d'une société alternative



Frédéric Debuyst  
Volontaire au Service politique  
Membre de la Commission politique d'E&F

Mai 2012

Pour que la Terre tourne plus **JUSTE** !

Le maintien ou renforcement de la paysannerie est-il au cœur – ou est-il une pièce importante – d'une société alternative ? Pour répondre à la question, il nous faut visualiser un ensemble de propositions configurant une société alternative, dans quelle logique de développement les activités de la paysannerie devraient s'inscrire. Quelques « impératifs » éléments d'analyse et propositions pour nous guider dans la quête d'une société alternative.

Les actions pour une société alternative<sup>1</sup> reposent sur des acteurs collectifs engagés dans des mouvements sociaux et politiques. Pour poursuivre notre exemple, posons la question : les mouvements paysans, éventuellement coordonnés au niveau international, peuvent-ils agir seuls, ou ne doivent-ils pas rejoindre d'autres acteurs populaires pour défendre leurs intérêts conjointement aux intérêts d'autres secteurs ? Un questionnement sur des stratégies d'ensemble, à différents niveaux géographiques, doit donc être mené.

Les tentatives d'approche globale d'une autre société (il faudrait dire d'autres sociétés) reposent sur une autre logique ou une nouvelle anthropologie, une métamorphose, dirait Edgar Morin (1) ; elles ne sont que des approximations, fruit de travaux divers et répondant à certaines tendances observées dans la réalité, ou à des aspirations diffuses. Elles sont limitées par ce que Lucien Goldmann qualifie de « maximum de conscience possible » (2) c'est à dire une conscience partielle et imparfaite, car fonction de ce que nous révèlent des bribes de changements déjà émergents, qui suppléent aux manques de l'actuelle société de marché. Une situation de crise, aux effets sociaux négatifs, peut susciter un surplus de conscience.

## Impératifs

### La finalité

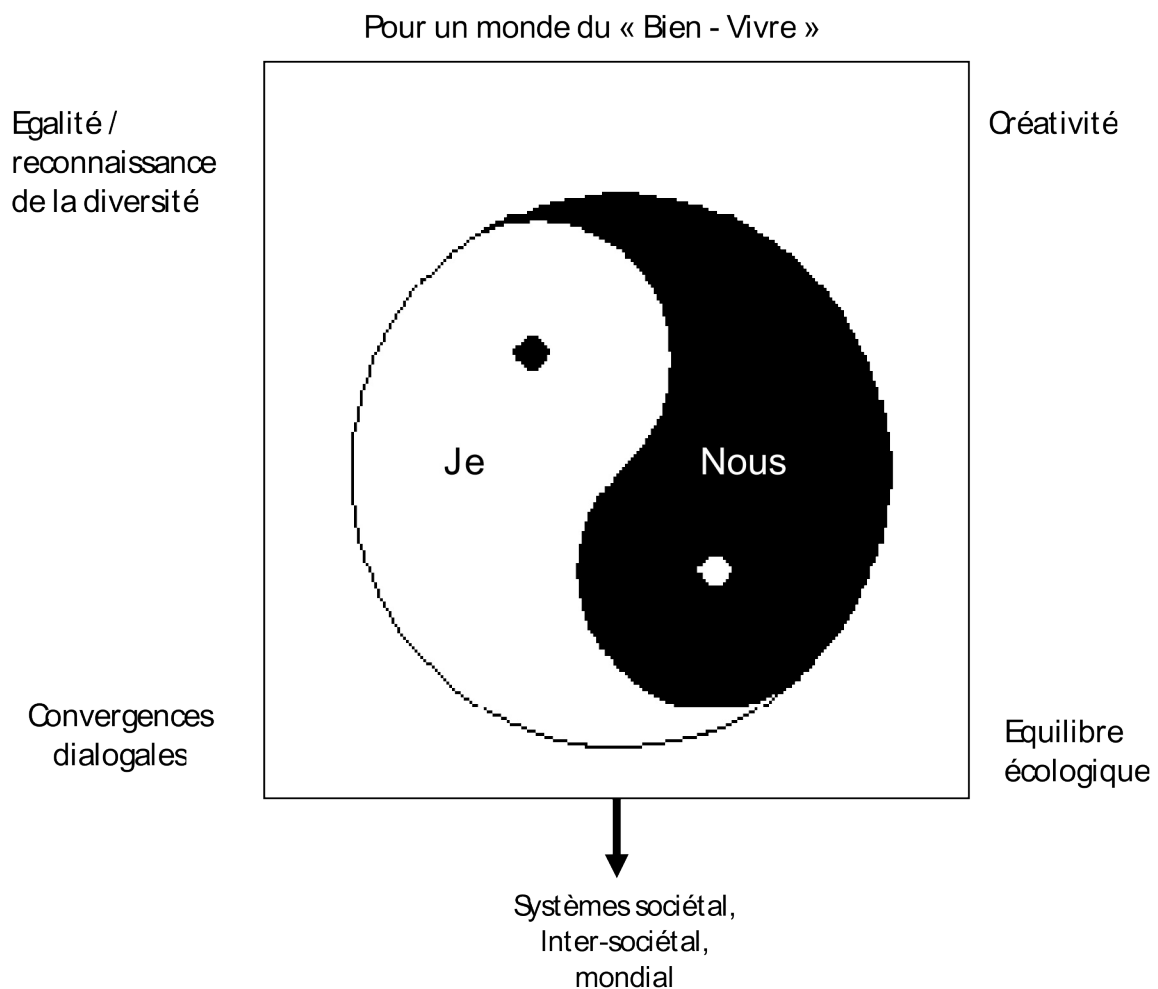
A quelle fin ou pour quel but, recherchons-nous une société alternative ? Nous inspirant de la culture Maya, nous proposons la notion de « bien-vivre pour tous ». Entendons par là les conditions nécessaires à la subsistance et au delà de celles-ci, une qualité d'être individuelle et collective qui l'emporte sur la poursuite d'une accumulation de biens matériels. Dans le « bien vivre », entre donc une composante culturelle et sociale dont les indicateurs de « développement humain » ne rendent compte que de manière très partielle (3).

### Un fondement anthropologique

Ceci signifie un rapport harmonieux entre le je et le nous (ou entre l'individu et l'ensemble sociétal). Prenons à titre illustratif l'image du Yin et du Yang.

---

<sup>1</sup> Cette démarche, telle qu'elle est présentée ici de manière assez sommaire et générale, devrait être approfondie et accompagnée à la fois de témoignages de situations vécues et d'exemples concrets d'actions alternatives déjà réalisées. Ce travail ne peut être entrepris que dans le cadre d'une collaboration interdisciplinaire.



Il s'agit de notions complexes, qui se concrétisent, pour le Yang, sous la forme d'une énergie lumineuse, active, masculine, liée au ciel et à la chaleur ; pour le Yin, cette énergie est faite d'obscurité, de réceptivité, de féminité et est liée à la terre. Les relations Yin/Yang s'expriment en termes d'oppositions, de mélanges, et d'ordonnance ; ce sont deux modalités alternantes de ce qui régit, de ce qui existe, avec prédominance possible de l'un sur l'autre. Il faut rechercher la « conjonction harmonieuse » entre les deux.

Transposons cette vision dans le rapport je/nous, expression de l'être individuel et social de l'espèce humaine. Norbert Elias a bien systématisé historiquement ce rapport (4).

- Dans la vision pré-étatique : il y a prédominance d'un nous ; le groupe, le clan, la tribu, assurent la survie.
- Dans la vision médiévale : il y a allégeance du je à un nous, c'est à dire à une hiérarchie fondée théologiquement, dans le cadre d'une appartenance à l'Eglise. La survie est surtout vue comme celle des élus dans l'au delà.
- Dans l'Etat-Nation moderne, nous trouvons progressivement l'affirmation d'un je dans un nous séculier qui assure sécurité, protection, défense des droits individuels dans les limites d'un territoire. Dans une version totalitaire le je est totalement subordonné à un nous collectif

- Dans la période actuelle, qui va vers le dépassement de l'État-Nation, le je l'emporte principalement (et tend même vers l'exclusivité) dans une version néo-libérale marquée par l'individualisme possessif, le consumérisme, l'économisme (utilitariste). Nous assistons à l'affaiblissement du nous citoyen, sans véritable conscience d'un nous inter-sociétal ou mondial, comme condition de notre survie (voir par exemple en matière environnementale).

Il s'agit de rechercher l'expression de l'être humain dans une nouvelle forme de « conjonction harmonieuse » du je et du nous.

### Les valeurs

Celles-ci doivent assurer cette conjonction. Nous proposons les valeurs suivantes, impératifs éthiques qui nous serviraient de guide pour des alternatives. Nous ne prétendons pas à leur caractère exclusif ni à leur portée universelle. Pour mieux préciser leur contenu, nous indiquons chaque fois leur contraire (versus..).

#### 1. Egalité/ Reconnaissance de la diversité

Les deux doivent être complémentaires, versus égalité sans diversité, ou égalitarisme, uniformisation, conformisme.

- A) Egalité: mêmes droits, accès égaux pour tous (dans tous les domaines de la société), équivalence des conditions de vie, versus inégalités en terme d'exclusions, ostracismes, privilèges, élitisme, inégalités régionales, hiérarchies sociales de classe, de caste ; racisme, subordination, infériorisation de sexe, âge..
- B) Reconnaissance de la diversité: reconnaissance de besoins multiples et différenciés (différents « satisfacteurs » des besoins), des particularités et des identités culturelles: valorisation de la socio-diversité et de l'autonomie des sociétés dans leur système de pensée et dans leur développement, versus l'universalisme culturel et de la modernisation de l'Occident, la dichotomie civilisés/sauvages, la culture machiste, la voie unique du développement.

Le B) tempère le A) et le A) limite le B).

#### 2. Convergence dialogale

La norme est d'aller vers un objectif commun, dans l'autonomie des parties (individus, groupes socio-professionnels, régions, États), d'intégrer les notions d'association, de solidarité, de responsabilités communes dans la recherche de solutions, de démocratie « procédurale » en terme de dialogue (concertations, délibérations pour la conciliation des intérêts) ; versus les conflits, les politiques de force, la maxime « homo homini lupus », les oppositions irréductibles, la compétitivité sans frein, les identités « essentialistes ».

#### 3. Créativité

Elle inclut la participation active ; l'idée d'un homme riche en capacités, aspirations et productions immatérielles ; des modes multiples d'expressivité, une société ouverte aux innovations et projets, des capacités critiques, une valorisation du culturel ; versus absentéisme et suivisme politique et

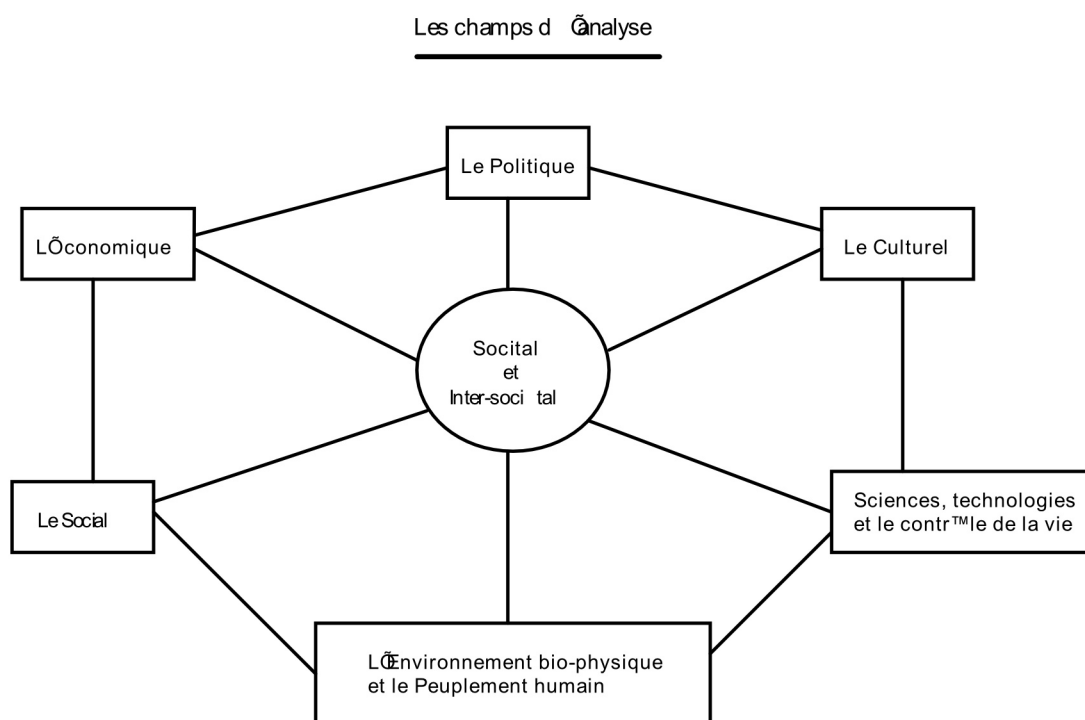
social, paupérisme culturel, société sclérosée, pensée unique, structures dominantes conservatrices et imposantes.

#### 4. Equilibre écologique

Les trois premières valeurs concernent les rapports inter-humains. Ici, il s'agit des rapports entre les acteurs sociaux et l'univers bio-physique, qui concernent la survie de la planète et engagent la responsabilité d'un nous mondial. Le respect et la protection de la nature, le maintien des espèces sont des impératifs et un guide pour la recherche d'autres habitus quotidiens et une politique d'éco-développement, versus surexploitation, pillage, destruction des ressources, pollutions, contaminations industrielles et minières, croissance sans frein (productiviste et consumériste), mauvaise gestion des déchets, concentration gigantiste des implantations humaines (mégapoles).

#### Champs d'analyse

La distinction suivante entre champs n'est qu'un procédé analytique, relativement arbitraire, car une même thématique se retrouve, selon les angles d'approche, dans différents champs. De même, les divers champs interfèrent les uns sur les autres, l'économique sur le politique et vice-versa, le culturel sur l'écologique, etc.

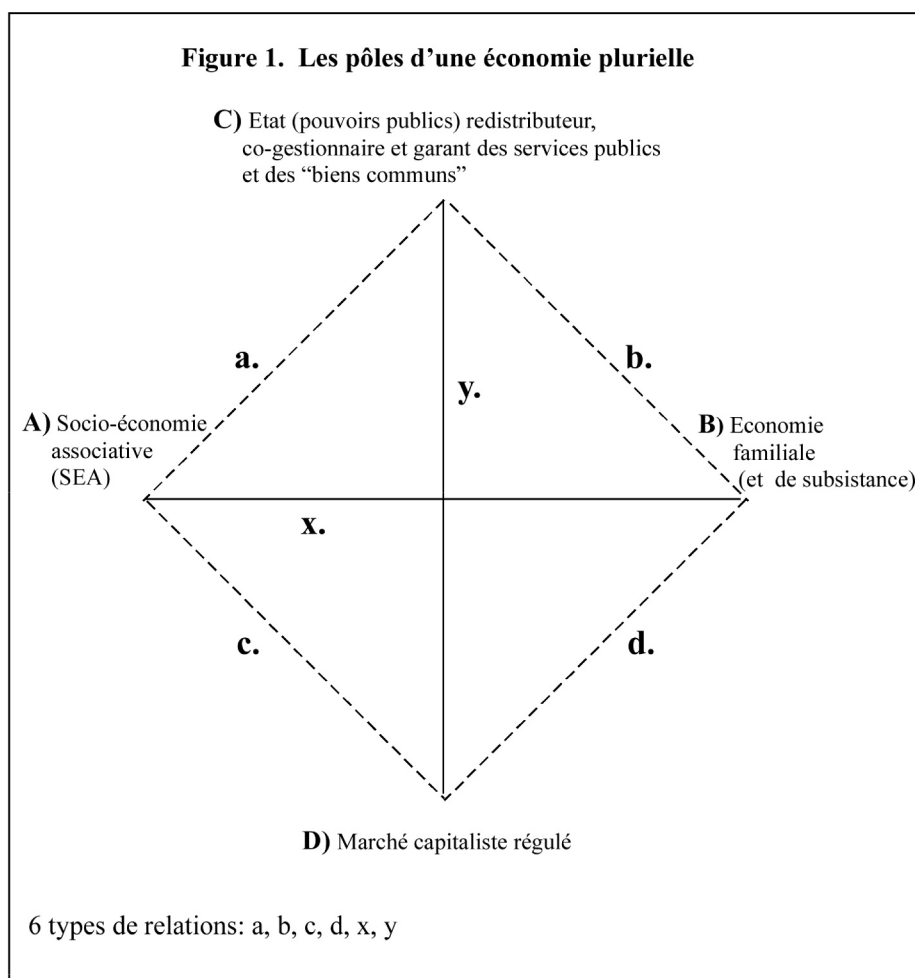


#### a) L'économique

Concerne : l'appropriation, la production, la distribution, les échanges, la reproduction, des ressources et biens matériels (et immatériels) et leur mode d'utilisation et de gestion.

Un exposé critique met l'accent sur la dominance d'une économie bancaire (largement spéculative) et son détachement de l'économie réelle ; sur la marchandisation générale de la société (la culture du tout au marché) ; sur la soif de croissance et de compétitivité ; sur la délocalisation des entreprises et les inégalités régionales ainsi que sur les effets sociaux négatifs d'une globalisation néo-libérale.

Parmi les propositions alternatives, figure une réorientation des pôles et axes d'une économie plurielle (voir schéma)



C'est le pôle du grand marché globalisé qui l'emporte en se soumettant largement le pôle public de l'Etat (axe y). Face à cette situation, il faut accorder la priorité à l'axe x de la socio-économie associative et de la petite production familiale (dont la petite paysannerie) ainsi qu'à l'Etat dans son rôle « redistributeur » et de co-gestionnaire des services publics et des « biens communs ». Les instances publiques doivent également remplir un rôle de régulation et de contrôle strict du marché capitaliste, principalement du secteur financier, du commerce international, des entreprises multinationales, dont l'agrobusiness, des biotechnologies, etc.

L'alternative implique aussi de joindre (surtout dans les pays industrialisés) décroissance et croissance, en réorientant cette dernière selon une optique d'éco-développement et de renforcement des services publics et associatifs.

Nous prôtons aussi des développements ou aménagements territoriaux durables (du local au régional) répondant aux besoins sociaux, impliquant l'empowerment des associations et l'apprentissage aux délibérations des divers acteurs publics et privés.

Le renforcement de la paysannerie ne peut se comprendre que dans le cadre d'une politique régionale.

## b) Le politique

Concerne le système de gouvernement, de contrainte légitime et de participation citoyenne dans un territoire donné ; la gestion des biens et services publics (ou « communs ») ; la réglementation publique des rapports inter sociétaux (dont le maintien de la paix, le respect des traités et la résolution des conflits), les organisations publiques internationales et les instances « supranationales ».

- Les exigences d'une démocratie « formelle » représentative doivent être énoncées (séparation des pouvoirs, droits citoyens, etc.). Cette démocratie est confrontée, dans les faits, à une série de limites et de contraintes. Mais elle doit s'enrichir d'une démocratie « substantielle » qui dépasse l'aspect politique incluant aussi le socio-économique et le culturel. Au-delà d'une démocratie représentative, les idéaux d'une démocratie participative et des procédures délibératives sont à approfondir, ce qui implique, pour leur réalisation, d'envisager un nouveau mode d'organisation politique à partir du local.
- La vision d'une démocratie et ses moyens de réalisation au service d'un changement profond de société dépendent des rapports de force politiques, positifs ou négatifs. Demandons-nous si, selon les circonstances, un accès au pouvoir des forces « progressistes » peut-comme par le passé- s'effectuer par voie violente (éventuellement armée) ou par une voie conflictuelle mais pacifique et légale, en ayant présent à l'esprit la maxime « les moyens pervertissent la fin », comme le montrent des exemples historiques. Il s'agit aussi de s'interroger sur l'ampleur du pluralisme dans l'accès au pouvoir et dans son exercice, sur le caractère faillible d'une direction politique, sur le degré de « conscience juste » d'une majorité. Il faut examiner enfin la pertinence et l'importance que revêt la voie politique pour les divers mouvements sociaux plus ou moins intégrés au système existant, ou bien en marge et contestataires (voir plus loin).
- L'état des forces politiques doit être appréhendé au delà des frontières de l'Etat-Nation. Le concept de souveraineté nationale ne présente plus un caractère absolu en raison des droits d'intervention des instances inter et supra-nationales, mais aussi en raison de l'affaiblissement des allégeances citoyennes. Reprenons ici le schéma d'un jeu triangulaire présenté par Bertrand Badie (5).

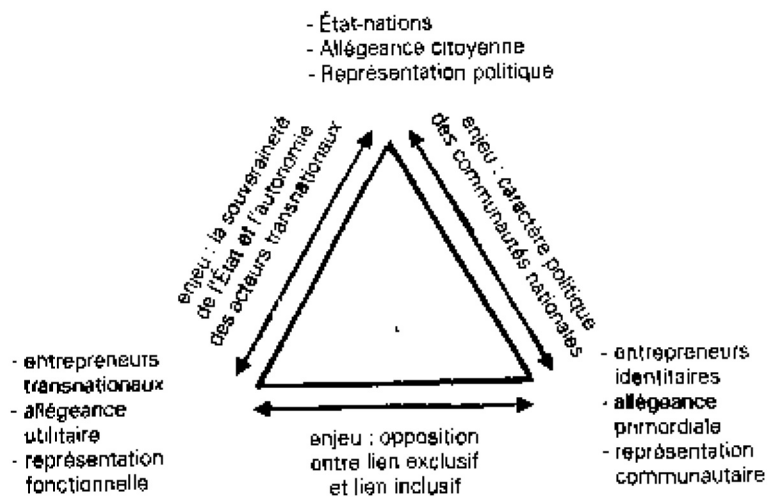


Schéma. — Le jeu triangulaire de la scène mondiale<sup>1</sup>

L'auteur montre bien que la situation actuelle est marquée par les interférences entre l'allégeance citoyenne, les allégeances communautaristes (centrées sur l'ethnie, la religion, la langue) et une allégeance à la globalisation économique par l'attachement aux intérêts et à la « culture pragmatique » de la firme transnationale. Les implications de ce jeu triangulaire (entre ces trois orientations d'acteurs) qui se déploient sur la scène mondiale sont multiples : alliances, compromissions, conflits plus ou moins violents, balkanisation, degrés de consistance de l'Etat-Nation, ...

- Le thème de la violence et des pratiques illégales doit être abordé en mettant en relation les exigences du droit, de la sécurité et de la justice (dans ses aspects institutionnels et sociaux). Les violences collectives s'inscrivent assez largement dans ce jeu triangulaire énoncé plus haut. Elles se déroulent moins souvent qu'auparavant dans un affrontement inter-étatique, se situant à la fois à l'intérieur des pays et sur la scène inter-sociétale, qu'il s'agisse des conflits ou menaces « communautaristes » (d'ordre ethnique, religieux ou linguistique), de trafics de drogue ou de la criminalité. Deux observations concernant le droit et la justice :
  - o Les violences prennent souvent la forme d'agressions économiques (pillage des ressources, accaparement des terres, pollutions, etc.) dont sont victimes les populations locales et sont complices les Etats. Pour leur éradication, elles supposent la reconnaissance des droits humains et l'exercice effectif d'une justice internationale.
  - o Une sécurisation de la population face aux activités délinquantes et criminelles ne peut reposer seulement (et même principalement) sur l'enfermement carcéral. La mise en cause de ce dernier concerne son principe mais aussi les conditions des prisons, qui loin de permettre de s'amender et de se réinsérer, sont au contraire un lieu de violences et de perte humaine propices à la récidive et à la marginalité. D'autres moyens doivent donc être recherchés.

Au niveau mondial, dans quelle mesure l'impact des chartes, accords, traités et tribunaux internationaux est-il, et doit-il être résolvatoire et contraignant tout en respectant le principe de subsidiarité ? Dans une optique alternative, nous postulons pour une réforme de l'ONU et de ses

organes spécialisés ainsi qu'une évaluation critique de l'Union Européenne. Ces critiques concernent la portée et la transparence de leurs décisions, leur autonomie à l'égard des intérêts économiques et des grandes puissances et le caractère démocratique de la participation aux décisions. Il s'agit de voir aussi si certaines instances régionales (d'Afrique, d'Asie, d'Amérique latine) sont susceptibles de présenter un caractère « contre-hégémonique » répondant mieux aux besoins des populations de grands ensembles régionaux.

### c) Le social

Concerne les rapports sociaux entre individus et groupes, c'est-à-dire : les liens et la socialisation des individus et des groupes dans la société (dont la famille et les systèmes de parenté) ; leurs différenciations et inégalités dans les conditions de vie et de pouvoir : de genre, classes sociales, ethnies, régions... ; la vie et les modes d'associations des mouvements sociaux (solidarités et conflits).

Ce champ est étroitement lié à l'économique, au culturel et au politique.

- Le thème des inégalités sociales présente aussi bien une base culturelle dans les habitus et valeurs (la culture de la performance) qu'une base économique (les revenus et l'emploi). Mais ce sont tous les domaines de la vie sociétale et inter-sociétale qui sont touchés : inégalités dans l'accès à l'enseignement, à la santé, dans les relations de genre, entre ethnies et régions, etc. Il ne s'agit pas seulement de conditions objectives mais aussi de représentations d'une part valorisant la méritocratie et justifiant les plus grands écarts de revenus, et d'autre part stigmatisant la pauvreté et la marginalité sociale. La recherche d'une société égalitaire demande d'aller au-delà d'une « égalité des chances » (égalité pour qui : individuelles, collectives ? pourquoi : gagner comme au loto ou dans une compétition sportive ?) vers une égalité de conditions qui soit durable. Cette égalité ne signifie pas un égalitarisme ou une uniformité sociale, mais la possibilité pour tous – individus et groupes sociaux – de satisfaire tous leurs besoins, à condition qu'ils ne nuisent pas à autrui. Ce qui entraîne des limites à la propriété individuelle, en vue, selon les termes d'Agnès Heller, d'un élargissement de l'« appropriation sociale » (6) tout en respectant les spécificités culturelles. Egalité et reconnaissance de la diversité doivent aller de pair.
- Le thème du lien social est connecté au précédent. La satisfaction des besoins (en partie immatériels) dépend du mode de relations sociales et des voies de socialisation via la famille, la communauté locale, l'école, l'insertion professionnelle qui contribuent au développement individuel. La question du lien social est abordée sous quelques aspects :
  - L'approche en termes de genre ne se réduit pas à prôner une égalité formelle (juridique et statistique) entre hommes/femmes mais à lutter pour d'autres modalités de vie commune et contre une société culturellement machiste. De même, l'institution familiale et les rapports sexuels doivent être pensés sans tabou et dans le respect d'une diversité d'options possibles.
  - La pauvreté et la marginalité sociale ne peuvent être comprises de la même manière au Nord et au Sud. Ce qui différencie le Sud où la pauvreté est plus massive et plus concentrée, c'est l'existence de liens sociaux (voire d'une solidarité) qui se

maintiennent encore assez largement au sein de la famille ou de la communauté locale. Au Nord, la lutte contre une pauvreté ou une marginalité plus isolée comporte aussi des actions pour créer des lieux de convivialité ou de re-création du lien social.

- Il en va de même concernant les conditions de travail dans les entreprises où la généralisation des emplois précaires, l'éclatement des tâches productives, la peur de perdre l'emploi et les incitants à la responsabilité et à la compétition individuelles internes à l'entreprise ont conduit à la perte du « collectif de travail » et ont défaits le lien social, comme le montre Robert Castel (7). L'organisation et le statut du travail dans les grandes sociétés sont porteurs – aussi bien pour des managers que pour des employés – de stress, voire de tendances mortifères (fréquence accrue des suicides). Les situations de mal-être nécessitent une transformation profonde du système de l'entreprise, mais plus largement une mise en question de l'environnement concurrentiel débridé et de la recherche du profit à tout prix.
- Quelle est la place des mouvements sociaux/ politiques dans des stratégies de changement ?
  - Considérons leur nature : faut-il parler de « nouveaux » mouvements, ainsi dénommés parce que réunissant de nouveaux acteurs sur une pluralité d'enjeux, avec une organisation interne décentralisée et réticulaire, et tissant, pour certains, des liens par voie informatique ? Ceux-ci peuvent conduire à des mobilisations spontanées prenant un caractère insurrectionnel. La notion de mouvement social supposerait une capacité de dépasser un objectif partiel et sectoriel pour visualiser une « totalité » c'est à dire un enjeu global de changement de système sociétal. Il devrait aussi dépasser un caractère sporadique pour s'inscrire dans une continuité.
  - Voyons aussi leurs rapports avec le système politique (ou l'État). Les mouvements et organisations de la société civile peuvent se situer sur un continuum allant d'une intégration néo-corporatiste à une intégration conflictuelle et à une absence d'intégration conduisant à une position contestataire. Où se situent les ONG de développement sur ce continuum ?

Une question primordiale concerne le degré de séparation entre le social et le pouvoir politique et les possibilités d'agir sur ce dernier, par voie de négociations, pressions, etc. Les mouvements sociaux se profilent du niveau local à l'international. Aux entreprises transnationales devraient correspondre des pressions syndicales transnationales. Comment les rassemblements alter-mondialistes (comme les Forums Sociaux) ou de « défense des causes » peuvent-ils passer des actions démonstratives et symboliques à des pressions effectives sur les pouvoirs de la globalisation ? Peuvent-ils établir une véritable plate-forme commune et une stratégie collective afin d'éviter une routinisation ou un éventuel pourrissement du mouvement ?

#### d) Le culturel

Concerne : les croyances, représentations, valeurs et sens donnés (sur la nature, l'au delà, les rapports sociaux) ; les identités collectives et coutumes des sociétés ; les créations intellectuelles et artistiques et les loisirs ; les modes de transmission des savoirs (éducation).

Le culturel pourrait aussi se définir comme d'une part, le sens attribué à (ou contenu dans) toute activité humaine (par exemple : l'habitat, le type d'alimentation, les techniques du corps, les systèmes de parenté, etc.) et d'autre part, comme toutes les créations humaines qui font sens (artistiques, littéraires, philosophiques, etc.) En somme, le culturel informe tous les champs de la société. Limitons-nous ici à quelques propositions.

- Il faut cultiver pour tous « l'homme riche en besoins » (Karl Marx) c'est à dire en connaissances, participations sociales et virtualités créatives.
- Un plaidoyer en faveur de la diversité culturelle est aussi nécessaire que la biodiversité. Face à la modernisation imposant l'image de l'infériorité des cultures colonisées, reconnaissons que toutes possèdent des qualités au moins égales à celles de l'Occident, comme l'a démontré R. Horton (8). Cette diversité doit pouvoir se traduire dans la possibilité de modes de développement différents et autonomes s'opposant à l'hégémonie et à l'expansionnisme d'une globalisation capitaliste (sinon il ne sert à rien de parler de « souveraineté alimentaire »).
- Nous plaidons aussi pour des identités incomplètes, c'est à dire pour la reconnaissance des lacunes de son propre univers culturel et pour une identification à son in-group qui ne soit pas totale. Ces identités sont aussi inclusives (et non exclusives), c'est-à-dire ouvertes à une cohabitation et des échanges égalitaires dans des ensembles pluri culturels – voir à ce sujet Ch. Taylor (9) –. Nous relevons aussi les apports positifs des « hybridités culturelles » intégrant divers types de savoirs, prônées par N. Garcia Canclini (10).
- La question du multiculturalisme et de l'inter-culturel ne se pose pas seulement dans les relations inter-sociétales, mais à l'intérieur des États eux-mêmes, dans les rapports avec les populations immigrées de cultures différentes. Comment arriver à une intégration qui ne soit ni une assimilation pure et simple ni une juxtaposition de communautés ghettos ? Contre une « identité nationale » d'appartenance des citoyens « de souche » et reposant sur une histoire fermée au futur, recherchons les voies d'un enrichissement identitaire mutuel et novateur tout en sauvegardant les acquis des droits humains et d'une démocratie citoyenne (voir à ce sujet la question du voile).

#### e) Les sciences et technologies

Concernent les savoirs institués et leurs modus operandi matérialisés (font à la fois partie de l'économique et du culturel) ; leurs impacts sur le contrôle de la vie.

Il s'agit d'être attentif aux transformations profondes que les sciences et techniques entraînent dans les modes d'être et d'agir en société et dans la manière de penser l'humain.

Le développement de la biologie, de la génétique et des biotechnologies ont permis d'arriver à la connaissance de la vie elle-même mais aussi à sa manipulation (OGM, génome humain, procréation artificielle, clonage, etc.) introduisant des différences non seulement sociales mais aussi humaines. Ceci peut conduire, selon J. Testart, à « une religion du gène, une génomanie ... dérivant vers un eugénisme positif – une sélection des génomes les plus performants – ou négatif – l'élimination ou l'abandon de sujets déficients ou des populations à risque que détecte une médecine prédictive – » (11).

Si les sciences « dures » et les technologies ont présenté un caractère cumulatif et constituent donc un progrès dans l'histoire humaine, il n'en est pas de même des dispositions éthiques et des moyens d'assurer la maîtrise équitable et pacifique des relations humaines dans des sociétés complexes. Il s'agirait donc d'arriver à combler cet écart et d'éviter une instrumentalisation des sciences par le marché et la volonté de puissance.

Les rapports entre pouvoir et sciences/ technologies peuvent être vus sous différents angles :

- L'expert face au politique sera-t-il nanti d'un plus grand pouvoir ou au contraire sa parole sera-t-elle ignorée (comme chez les politiciens climato-sceptiques ou ceux qui nient l'évolution des espèces) ?
- Les technologies très complexes (nucléaires par exemple) concentrent un immense pouvoir entre les mains de quelques-uns. Opposons à celles-ci des technologies socialement adaptées qui correspondent aux besoins des populations locales et peuvent être largement diffusées.
- Les découvertes liées à l'informatique ont élargi considérablement le champs de la communication, mais elles présentent un double danger, dont il faut se prémunir : d'une part, l'enfermement schizophrénique dans un monde virtuel coupé des réalités humaines, comme le serait une guerre presse bouton, à la manière d'un jeu vidéo ; d'autre part, un contrôle policier permettant d'identifier et de localiser les individus, portant atteinte à la liberté personnelle et aux règles de la démocratie.

f) L'environnement bio-physique et le peuplement humain

Concerne : l'évolution de cet environnement dans son rapport avec l'activité des sociétés ; la démographie : évolution des populations (croissance, décroissance), densités, migrations ; les modes d'occupation des territoires.

Sur le premier thème, il s'agirait de saisir d'une part, le rapport (la distance) entre la nature et l'ampleur des enjeux environnementaux et d'autre part, la portée des « décisions » émanant des grandes conférences et traités (leur caractère contraignant ou non et la réponse effective qu'apportent les États).

Un diagnostic devrait permettre d'établir les limites de la résilience des systèmes bio-physiques à différents niveaux géographiques, c'est à dire leur capacité à absorber les perturbations et crises, passant d'un état d'équilibre à un autre. Il s'agit aussi de déterminer les capacités des systèmes humains à rétro-agir aux accidents écologiques, évitant ainsi de sombrer dans l'entropie. Les enseignements de Jared Diamond sont à cet égard très utiles, car l'auteur confronte des sociétés qui se sont effondrées pour des raisons écologiques et socio-politiques et des sociétés qui ont pu faire face aux défis écologiques par des mesures radicales, venant du haut ou émanant d'un changement de comportement des populations (12).

Il faut dégager aussi les exigences d'une justice écologique. Des pays sont plus touchés que d'autres par des changements climatiques. Le Sud dispose de moins de moyens pour se prémunir et affronter les effets des catastrophes. Il est aussi le réceptacle de déchets et de produits polluants en provenance du Nord. Il est soumis à des marchandages sur sa bio-diversité. La logique mercantile sur les quotas d'émission de Co2 occulte la responsabilité première des pays industrialisés.

Sur le thème de la démographie,

- Il faut confronter les prévisions de croissance mondiale de la population avec les capacités de production alimentaire, sans brandir de tabous concernant la régulation des naissances. Toutefois, dans les conditions d'un développement, la population n'est qu'une variable parmi d'autres. Le mode d'utilisation des terres (monocultures pour l'exportation, agro-carburants, latifundia improductifs, etc..) joue tout autant sur la sécurité alimentaire. La « capacité de charge » (lien entre densité de la population/ressources naturelles/capacités techniques et organisationnelles) est une mesure qu'il faut relativiser, car d'autres facteurs interviennent. De même, il n'y a pas, selon des études de Paul Mathieu (13) une relation causale simple et inexorable entre accroissement rapide de la population, pauvreté et dégradation de l'environnement.
- Mortalité et morbidité sont à considérer dans leurs caractères différentiels entre le Nord et le Sud notamment dans l'accès inégalitaire aux soins de santé et l'éradication des épidémies (le sida par exemple). Considérons aussi les effets du vieillissement des populations, surtout dans les pays du Nord en terme de sécurité sociale et plus largement, de marginalisation des personnes âgées de la société.
- Les mouvements migratoires (qui, en fait, accompagnèrent toute l'histoire de l'humanité) doivent être évalués quantitativement pour mettre fin aux exagérations et fantasmes négatifs. Ils doivent être compris en fonction des conditions du pays d'origine (facteurs négatifs qui jouent sur son développement) et du pays d'accueil (emplois, moyens d'intégration..). Les politiques restrictives en matière d'immigration répondent facilement à des préjugés sécuritaires et de défense (de l'emploi par exemple) ou à une préoccupation électoraliste et non à une analyse objective de la situation ou aux devoirs de solidarité. La peur d'une perte de bien-être contribue à faire, par exemple de l'Europe, une « forteresse assiégée ».

Quant aux modalités du peuplement humain, nous relèverons les défis essentiels de la « question urbaine ».

Actuellement au Sud, plus encore qu'au Nord, se sont implantées des villes tentaculaires, réunissant dans des bidonvilles des millions de personnes. Cette croissance démesurée a donné lieu à des pathologies sociales (drogue, délinquances, lieux de non-droit), à des problèmes d'insalubrité et de pollution, à une tendance de plus en plus marquée à la ségrégation (quartiers riches sécurisés) et à une diffusion inégale, voire inexistante, des services urbains dans les zones paupérisées. Des actions alternatives incluraient :

- Un réaménagement interne dans le sens d'un équilibre urbanistique (entre lieux de résidence, de travail et de loisirs) en établissant des espaces publics et des lieux de loisirs et de convivialité, des zones vertes ainsi que des services municipaux décentralisés permettant une participation citoyenne aux décisions, une plus grande mixité sociale et des accès fluides et rapides aux diverses fonctions et composantes de la vie urbaine ;
- A plus long terme, un rééquilibrage entre les espaces de peuplement villes/ campagnes en décongestionnant au maximum les grandes métropoles (les moyens informatiques de communication permettent un décentrage des activités). Il s'agirait de privilégier les agglomérations de taille moyenne, formant des réseaux et peu éloignées ou mieux connectées avec les activités et habitats ruraux. Elles devraient permettre des échanges économiques de proximité, une diffusion des biens culturels dans le cadre d'une décentralisation administrative et politique. Par cette transformation du paysage et de l'écologie humaine, c'est tout un mode de vie qui serait modifié.

## Visualiser des champs stratégiques

Les propositions présentées se situent dans ce que nous pouvons qualifier de « mouvements d'idées » qu'illustrent, par exemple les « indignés ». Ces mouvements signalent l'impasse à laquelle conduit le capitalisme actuel tout en proposant des voies alternatives et l'ébauche d'un autre modèle sociétal. Il est clair que pour ne pas rester au niveau des idées ou d'une utopie éloignée des dynamiques réelles, un bilan des stratégies, adoptées et adoptables, doit être dressé. Celles-ci se situent à différents niveaux géographiques (du local au mondial, en passant par tous les niveaux intermédiaires) et adoptent la forme de pressions et plaidoyers auprès des décideurs politiques, de revendications de mouvements sociaux et syndicaux, de sensibilisation de publics cibles et de projets de développement présentant un caractère alternatif. Rechercher la convergence entre ces niveaux et formes d'action et les inscrire dans une continuité (dépasser le sporadique pour les faire évoluer vers une tendance de plus en plus prévisible de changement) est un impératif dont la réalisation n'est pas encore visible.

Si, à titre d'exemple, nous prenons le cas de l'Europe, il faut constater que les gouvernements actuels n'ont aucun projet de société à présenter. Ils sont pris dans des « opérations comptables » en vue de réduire les déficits publics, se livrant à des réductions budgétaires qui conduisent à une régression sociale au nom des besoins de croissance et de compétitivité.

Face aux perversités et aux déficits décisionnels des États en perte d'autonomie, c'est à dire prisonniers des agences financières et de la mondialisation économique, sans véritablement de forces politiques pour les contrer, des auteurs mettent l'accent sur des stratégies sociales plutôt que politiques et qui se déroulent à un niveau sous-national. C'est ainsi que l'auteur mexicain S. Zermeno considère que des changements de société doivent être recherchés à partir d'une multiplication d'expériences régionales alternatives allant dans le sens d'une « densification » des acteurs collectifs au niveau territorial. Il en présente un certain nombre d'exemples concrets (14).

Une tâche importante serait de faire le bilan critique d'expériences de développement régional alternatif susceptibles d'avoir un effet d'entraînement et ce, en les confrontant aux divers critères que nous avons énoncés comme la poursuite d'une « convergence dialogale » entre acteurs aux activités et intérêts différenciés. La défense de la paysannerie pourrait être abordée non seulement

sous l'angle des mouvements paysans, mais aussi dans le cadre de stratégies de développement régional.

---

#### Notes bibliographiques

- (1) Morin Edgar, *La voie. Pour l'avenir de l'humanité*, Fayard 2011, voir pp 31-33
- (2) Goldmann Lucien, *Conscience réelle et conscience possible, conscience adéquate et fausse conscience*, in Goldmann L. *Marxisme et science humaine*, NRF, Idées, 1970, pp 121-129
- (3) Cassiers Isabelle et alii, *Redéfinir la prospérité. Jalons pour un débat public*, Ed de l' Aube, 2011.  
Les auteurs reprennent à Tim Jackson la notion de « prospérité », dans un sens qui s'écarte du sens commun actuel et reprend le sens étymologique proche de la notion de « bien-être », qui ne se limite pas à l'avoir matériel. Nous préférons le terme de « bien-vivre » pour éviter l'ambiguïté de sens du terme de « prospérité ».
- (4) Elias Norbert, *Les transformations de l'équilibre « nous-je »*, in *La société des individus*, Paris, Fayard, 1991
- (5) Badie Bertrand, *Le jeu triangulaire*, in P. Birnbaum, *Sociologie des nationalismes*, Paris, PUF, 1997
- (6) Heller A.- Feher F., *Les formes d'égalité*, in Heller A.- Feher F., *Marxisme et démocratie*, Petite collection Maspero, Paris 1981.
- (7) Castel Robert, *Les métamorphoses de la question sociale*, Paris, Fayard 1995 ; et : *Au delà du salariat ou en deçà de l'emploi ? L'institutionnalisation du précaire*, in S. Paugam (dir.), *Repenser la solidarité*, Paris, PUF, 2007
- (8) Horton Ret alii, *La pensée métisse. Croyances africaines et rationalité occidentale en question*, Paris-Genève, PUF, 1990, voir pp 45-124.
- (9) Taylor Ch. (dir), *Multiculturalism- Examining the Politics of Recognition*, Princeton University Press.
- (10) Garcia Candini N., *Culturas híbridadas. Estrategias para entrar y salir de la modernidad*, Mexico, Ed. Grijaldo, 1989
- (11) Testart J. , *Des hommes probables. De la procréation aléatoire à la reproduction normative*, Paris, Seuil 1999.
- (12) Diamond Jared, *Effondrement. Comment les sociétés décident de leur disparition ou de leur survie.*, Paris ,Gallimard, 2005.
- (13) Mathieu Paul, *Accroissement démographique et gestion de l'environnement en Afrique sub-saharienne : développement durable ou catastrophes inéluctables ?* in Debuyst F.- Defourny P.- Gérard H., *Savoirs et jeux d'acteurs pour des développements durables*, Louvain-la Neuve, Academia-Bruylant, 2001, pp 375-411.
- (14) Zermeno Sergio, *La desmodernidad mexicana y las alternativas a la violencia y a la exclusion en nuestros dias*, Mexico, Ed. Oceano, 2005.